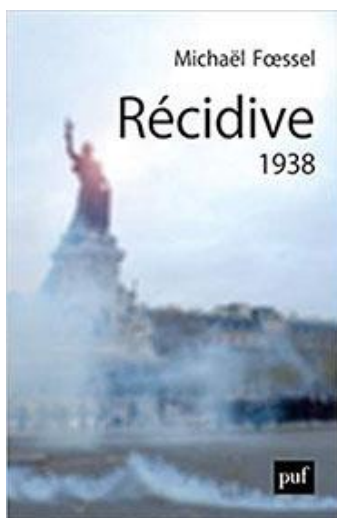


Michael Foessel, *Récidive 1938*, Paris, PUF, 2019, 192 p.

Alain Chatriot



« À propos des débats sur le retour des années 1930, je faisais une hypothèse de philosophe assez peu étayée sur le savoir historique relatif à ce qui s'est effectivement passé durant cette période. Pour les raisons qui viennent d'être esquissées, cette ignorance relative s'accompagnait de la croyance selon laquelle "les années 30 sont devant nous". Ce genre d'hypothèse relève de la désinvolture du philosophe qui, même pour aborder l'histoire, commence par écarter tous les faits. » (p. 18) Cette prémisse à l'allusion rousseauiste posée par le professeur de philosophie à l'École polytechnique Michael Foessel dans son avant-propos peut sembler indiquer que son livre ne s'adresse pas vraiment à ses collègues historiens. Mais, compte tenu de l'intérêt de la question posée et des choix de méthode effectués, on ne peut faire comme si un tel volume se résumait à un court essai anodin.

Dans son avant-propos et dans son épilogue, Foessel se montre en effet étonnamment lucide sur les limites intellectuelles des parallèles historiques non maîtrisés. Ayant choisi de s'intéresser à une année particulière, 1938, il précise : « Je n'ai pas exploré 1938 en pensant à 1940, mais à 2018 et aux années qui la précèdent. Tout le pari de ce livre réside dans une neutralisation de l'anachronisme par son redoublement. » (p. 23) Mais si le propos semble tout d'abord prudent, la conclusion dès la page 24 est plus expéditive : « J'ai décelé dans la France de 1938 une société qui, sans rien savoir de ce qui l'attendait, avait déjà abdiqué sur l'essentiel. » L'histoire jugée semble donc bien de retour... Mais plus encore la difficulté naît de la méthode choisie par l'auteur qui a « découvert la France de 1938 » par sa presse et la consultation quotidienne de journaux sur Gallica et Retronews. Or, si la presse constitue de longue date une source pour les historiens, l'époque où des mémoires de maîtrise se rédigeaient seulement en recopiant de vieux journaux est par chance révolue et on explique habituellement dès la licence aux étudiants que l'histoire s'écrit en tenant compte de l'historiographie et en mobilisant une pluralité de sources !

Se mettant en scène tout au long du livre dans ses lectures et ses découvertes (on frôle ici souvent le ridicule, la mise en scène de soi semblant devenir un nouveau mode éditorial pour mettre à distance le travail scientifique), Foessel commence par la référence à un éditorial de *Je suis partout* du 23 juin 1944 qui fait naître son intérêt pour ce journal et ce qu'il publiait avant la guerre. Or ce journal publie deux dossiers violemment antisémites en avril 1938 et février 1939. Le premier donne une borne de

début au dépouillement de la presse par Foessel qui compile ensuite ses lectures. Le style du récit n'est pas désagréable mais il est ouvertement à distance (le terme est faible !) de toute approche des sciences sociales. Foessel explique ainsi par exemple qu'il « essaie de comprendre ce qui se passe dans la tête d'Édouard Daladier » (p. 60) ; les références à Henri de Kerillis sont étonnantes de naïveté (même s'il y a sans doute une pointe d'auto-ironie, on appréciera le « mon cher Kerillis » de la page 90) ; les recompositions internes au parti radical ne sont pas comprises ; Munich n'est analysé que partiellement par la presse ; les évolutions des partis de droite sont évoquées mais interprétées très approximativement ; les luttes sociales et l'évolution de la législation du travail ne sont pas du tout maîtrisées (on a même le droit à cet aveu : « Je l'avoue, je me suis parfois ennuyé en 1938. Sur le plan de la politique sociale, rien ne m'apparaît clair avant le mois d'octobre. » p. 84) ; l'importance des décrets-lois Daladier-Reynaud de novembre 1938 est à juste titre mentionnée mais leur analyse une fois de plus se résume à une compilation des commentaires de la presse et rate absolument tous les enjeux politiques, économiques et sociaux ; le pacifisme en France n'est pas étudié sérieusement ; l'auteur accorde à Daladier de la sincérité (il le répète même à plusieurs reprises...) mais ne perçoit rien des affrontements politiques et du cadre institutionnel.

Rappelant à raison l'analyse de l'apatridie par Hannah Arendt dans *Les Origines du totalitarisme*, Foessel revient sur la conférence tenue à Évian en juillet 1938 et sur les différents décrets-lois concernant la « police des étrangers », mais là encore son entrée par la seule presse se révèle très limitée et en décalage avec les nombreux travaux de science politique et d'histoire sur le sujet. Le commentaire du dossier de la revue *Esprit* de décembre 1938 intitulé « Préfascisme français » avec les articles d'Emmanuel Mounier, Jacques Madaule et Pierre Klossowski est un peu plus intéressant, même si la méconnaissance du débat sur le « fascisme français » est patente. De même les références à Bernanos, Merleau-Ponty ou Sartre étayent la réflexion mais ramènent aussi le livre à son statut : une réflexion déconnectée des réalités politiques, sociales et économiques de la France de 1938. Devant ce défaut de travail pour comprendre réellement la France de 1938, tout le discours sur l'« analogie » (p. 170) entre 1938 et 2018 devient problématique et révèle un diagnostic politique sur 2018 que le détour historique ne justifie aucunement. On peut tout à fait entendre l'avertissement de Foessel quand il conclut à la mise en garde « contre des mesures prises pour défendre la démocratie et qui, dans les faits, risquent de la mettre à terre » (p. 172) mais craindre qu'une si piètre analyse invalide l'idée d'un parallèle avec l'année 1938 pour comprendre les réalités contemporaines.

L'ignorance (pour ne pas dire le mépris) de tout travail scientifique sur la France des années 1930 et du Front populaire conduit Foessel à des propos surprenants, comme lorsqu'il résume ainsi les travaux des historiens : « Concernant cette période, les interprétations historiographiques sont multiples et opposées : "il n'y a pas eu de fascisme en France", "les classes dirigeantes ont préparé le coup d'État pétainiste", "le Front populaire est la cause du désarmement de la France", "le régime parlementaire a fait la preuve de sa médiocrité", etc. » (pp. 26-27) Il est franchement gênant de parler d'« interprétations historiographiques » pour des propos simplistes et polémiques très à distance de ce qui constitue aujourd'hui les acquis de la recherche. Ce livre est ici utile pour montrer tout le travail de pédagogie encore nécessaire pour que les résultats des trente dernières années de la recherche en histoire touchent enfin un public plus large. Il n'en demeure pas moins choquant dès lors qu'il est écrit

par un universitaire, publié par un éditeur universitaire, et qu'il nie ouvertement les méthodes et les acquis de la recherche scientifique.

Bref, l'ouvrage conserve un paradoxal intérêt malgré sa naïveté méthodologique, sa négation de toute la production historiographique et ses lacunes étonnantes (on n'a pas eu la patience de lister ici toutes les erreurs, approximations ou étrangetés historiques du volume, mais rendons juste au moins, p. 52, son vrai prénom à Marx Dormoy et sa fonction de garde des Sceaux à Paul Marchandeu, p. 96). Par son impasse même, ce livre révèle en creux tout l'intérêt d'écrire une histoire complexe de la démocratie, de ceux qui l'ont combattue comme de ceux qui l'ont défendue. Il atteste aussi que les formes d'instrumentalisation du passé sont diverses mais toujours inquiétantes lorsqu'elles reposent sur le refus de la prise en compte du travail scientifique.